



RAPPORT ANNUEL

**Les outils technologiques
au service de la justice**



L'ASSOCIATION DU
BARREAU CANADIEN
Division du Québec

THE CANADIAN
BAR ASSOCIATION
Québec Branch

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT ANNUEL 2019-2020

Mot de la présidente	1
Mot de la directrice générale	3
Conseil d'administration	4
Organigramme.....	7
Comités statutaires.....	8
L'ABC-Québec en bref.....	10
Sections de droit	12
Annexe 1 - Activités de formation	i
Annexe 2 - États financiers vérifiés 2019-2020.....	viii



Chers.ères membres,

Lorsque j'ai accepté de m'investir à l'ABC-Québec et de fièrement assumer le rôle de présidente, j'avais le grand désir de faire avancer les choses et d'apporter créativité, dynamisme et innovation au sein d'une Association qui me tient réellement à cœur. Jamais je n'aurais pensé vivre une année aussi riche en rebondissements et en défis de toutes sortes...

En effet, jamais je n'aurais pensé vivre les 4 derniers mois de ma présidence en pleine pandémie mondiale. Une crise qui, derrière les terribles conséquences qu'elle a laissées et laisse encore dans son sillage, aura aussi été un propulseur de changements et d'innovation pour notre Association. Dans ces moments de turbulence, l'ABC-Québec a su prendre des risques, se réinventer, vivre et faire vivre à ses membres des avancées technologiques.

Faisons un bref survol de cette année hors du commun. Tout d'abord, mon mandat commençait le 1^{er} juillet avec le premier Conseil d'administration sous la toute nouvelle gouvernance. C'est avec un Conseil fort et engagé que j'ai pu avancer tout au long de l'année. Nous nous étions donné des objectifs ambitieux. Le premier : atteindre 100 % de nos projections de recrutement et rétention des membres. Ce fut mission accomplie, ayant même dépassé nos objectifs en matière d'acquisition de nouveaux membres.

Le second : apporter un souffle nouveau à certaines de nos sections de droit. Ce fut par un leadership fort et créatif des bénévoles que certaines de nos sections, notamment l'ACCJE et le Forum des Femmes juristes, ont retrouvé leur grand dynamisme et offert d'extraordinaires formations.

Les jeunes juristes étaient aussi l'une de nos grandes priorités. Un tout nouveau programme de mentorat a été mis en place par la section étudiante et des jeunes juristes. De plus, la section étudiante a innové en mettant sur pied un webinaire et des capsules vidéo qui visent à aider les étudiants à se préparer aux études et aux examens de l'École du Barreau du Québec. Enfin, le 17 janvier 2020 a eu lieu la Journée carrière Interfacultaire réunissant les associations étudiantes de toutes les facultés de droit où les représentants de notre Division ont su intéresser les participants, voire même en recruter.

Comme toujours, les formations et activités offertes à nos membres sont d'une importance capitale pour l'ABC-Québec. Je tiens à féliciter les efforts colossaux déployés par les comités exécutifs de nos 28 différentes sections de droit. Pour l'année 2019-2020, nous avons tenu 51 activités en salle pour 2273 participants. Notamment, fidèle à sa coutume, le 31 octobre 2019 l'ABC-Québec a tenu sa journée de formation sur les nouvelles tendances dans le milieu juridique en collaboration avec son partenaire SOQUIJ. Au programme, des sujets variés et fort appréciés : droits fondamentaux des personnes transgenres, intersexes et non-binaires, la preuve électronique, la réforme du droit de la famille et le marketing d'influence, l'intelligence artificielle et le langage clair.

Et là, la COVID-19 est arrivée...

À partir du 13 mars, ce fut la fin des activités de formation en salle. Tous les présidents.es, vice-présidents.es et bénévoles des sections de droit et comités ne pensaient pas non plus vivre leur année teintée par une pandémie et voir l'annulation de leur calendrier de formation. Par ailleurs, il faut souligner qu'à ce moment-là, notre Association ne disposait pas de la technologie pour offrir des webinaires. La Division a dû se réinventer très rapidement. Nous avons travaillé d'arrache-pied et grâce aux grands talents se trouvant à la permanence et la générosité de ses membres, cette crise aura été pour l'ABC-Québec un propulseur de changement et d'innovation. En effet, en un temps record, la technologie et les connaissances ont été acquises pour tenir des formations webinaires par Zoom. Des capsules vidéo de yoga et des ateliers d'introduction à la méditation ont été offerts aux membres. Une [page web](#) rassemblant des ressources pour soutenir les membres a été créée ainsi qu'un groupe Facebook COVID19 afin de favoriser les échanges. L'infolettre a été bonifiée afin de la rendre plus ciblée sur les impacts de la pandémie sur la profession juridique. Dès le mois d'avril, l'ABC-Québec s'est complètement renouvelée et s'est mise à offrir des formations par webinaires. Au cours des mois d'avril, mai et juin, 17 formations ont été tenues pour 1192 participants.

MOT DE LA PRÉSIDENTE

ME PASCALE PAGEAU, Ad. E.

En plus des formations, activités et autres projets, ensemble, nous avons réussi à assurer une de nos missions les plus fondamentales : faire valoir et protéger la primauté du droit, notamment par des prises de position pertinentes. Au total, quatre prises de position ont été transmises au cours de l'année, notamment sur l'indépendance et l'impartialité de la magistrature, un mémoire remis concernant la transparence corporative au Ministère des Finances par la section affaires, deux prises de position de la section de droit de l'immigration et citoyenneté, l'une concernant une demande de clarification sur le *Règlement sur les agences de placement de personnel et les agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires* au ministre du Travail de l'emploi et de la Solidarité sociale et la seconde visant à soumettre des commentaires sur le *Projet de règlement sur la modification du Programme de l'expérience québécoise (PEQ)*, au sous-ministre adjoint à l'Immigration et à la prospection du Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.



Et n'oublions pas les nombreuses activités en présentiel qui ont agrémenté cette année déjà extraordinaire... Que ce soit les représentations diverses lors des nominations de juges (Cour municipale, Cour du Québec, Cour supérieure et Cour d'appel), les rentrées judiciaires auxquelles j'ai eu l'honneur de participer dont celles de Montréal, Québec, Longueuil, Drummondville et Paris, le Cocktail de Noël à la Cour d'appel où pour une première fois tous les membres étaient invités, le souper à la Cour suprême du Canada, les rencontres avec l'ABC à Ottawa et bien d'autres.

La seule activité phare qui n'aura pas été tenue est le Dîner présidentiel qui devait avoir lieu le 3 juin. Je suis probablement la seule présidente qui n'aura pas pu tenir son Dîner annuel. En plus, notre invité d'honneur, le juge en chef de la Cour suprême du Canada le très honorable Richard Wagner, avait accepté de se prêter à une entrevue par le journaliste Yves Boisvert. Nous avions très hâte à cet événement qui n'a pu être tenu en raison de la pandémie. Nous avons tout de même saisi l'extraordinaire opportunité d'interviewer le Juge en chef lors d'un webinaire le 3 juin dernier. Ce fut pour moi un moment mémorable.

Finalement, dès le début de mon mandat, je caressais un grand projet, soit d'innover en mettant sur pied un partenariat avec la legaltech québécoise OnRègle afin d'offrir en exclusivité et sans frais à nos membres œuvrant en pratique privée des outils technologiques avant-gardistes leur permettant d'offrir des services de téléjustice à forfait. Pour moi, cela remplissait 3 objectifs qui me tiennent vraiment à cœur : i) aider les avocats en pratique privée partout au Québec à se démarquer et acquérir de la clientèle, ii) contribuer concrètement à l'accessibilité à la justice par des services de téléjustice offerts aux citoyens et iii) participer à l'avancement de la technologie dans notre système de justice. Ce projet d'outils technologiques est un projet que je chéris personnellement depuis le début de ma présidence et sur lequel tout le CA et l'équipe de la permanence ont travaillé très fort tout au long de l'année. Après des mois de travail, ce projet a été lancé le 19 juin 2020. C'est selon moi une façon concrète d'apporter aux membres actuels, et aux membres potentiels qui pratiquent à travers le Québec, une réelle valeur ajoutée à leur adhésion à l'ABC.

Avec l'ensemble des accomplissements et le lancement de ce projet, je termine ce mandat avec le sentiment d'avoir réussi, bien humblement, à partager au profit de notre belle Association, certaine de mes grandes passions; la création, l'innovation et la technologie, comme vecteurs majeurs de changement dans notre profession. Ce fut pour moi un immense privilège de servir, comme présidente, notre Division cette année.

Pour terminer, je tiens à remercier chaque membre du CA pour leur importante implication, leurs idées et leur amitié. Et je tiens à lever très haut mon chapeau à la permanence de l'ABC-Québec, bien sûr à sa directrice générale, Manon Dulude, et aussi à chacun de ses employés : Martin, Catherine, Jessie, Florence et Amélie qui ont su habilement et efficacement emboîter le pas vers le monde numérique et le télétravail. En effet, l'ABC-Québec a saisi l'occasion de se réinventer, de rebondir et d'avancer. C'est par le dévouement de la permanence envers la Division, leur travail rigoureux et acharné, et leurs qualités humaines exceptionnelles que l'ABC-Québec a pu habilement déployer ses énergies pour créer et continuer d'offrir de la valeur ajoutée à ses membres.

Handwritten signature of Pascale Pageau in black ink.

MOT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

ME MANON DULUDE



Chers.ères membres,

Cette année 2019-2020 a été une année remplie de défis, certains que nous avons l'habitude de relever, pour lesquels nous sommes préparés, mais aussi un imprévu majeur, la pandémie, qui nous a contraints de changer radicalement nos façons de faire et à mettre davantage à l'épreuve notre capacité d'adaptation et notre résilience. Des décisions difficiles ont dû être prises afin d'assurer le maintien de notre mission.

Cette pandémie a forcé une transformation majeure dans notre quotidien en nous plongeant de façon radicale en mode 100 % virtuel. Le télétravail est devenu la norme et nous avons dû trouver rapidement des solutions pour maintenir la cohésion, l'efficacité et le moral de notre équipe, dont le seul vecteur était désormais un écran d'ordinateur.

Notre but ultime : maintenir, pour nos membres, la même qualité de services et un programme de formation pertinent en vous offrant tous nos webinaires gratuitement jusqu'au 31 août 2020, afin de vous démontrer notre soutien pour traverser cette crise sans précédent. La mobilisation de mon équipe, des présidents.es de sections et des comités statutaires, le soutien inconditionnel de notre Conseil d'administration et, bien entendu, votre compréhension et votre fidélité, nous auront permis de continuer de mener à bien notre mandat, celui d'être VOTRE association, VOTRE voix, VOTRE référence.

C'est donc avec une formule renouvelée que nous avons saisi la balle au bond pour vous offrir des formations sur le bien-être, les audiences virtuelles, la modification de votre pratique, le développement d'affaires et les nouvelles conséquences juridiques que la pandémie a créées, sans oublier nos formations de pointe en droit. Grâce à vous, nous terminons cette année particulière avec un total de 68 activités de formation pour 3465 participants, et je vous en remercie sincèrement.

Afin d'ajouter encore plus de valeur à votre adhésion, nous avons lancé notre programme sur les outils technologiques, qui vous permet dorénavant d'offrir à vos clients des services juridiques en ligne à forfait, que ce soit pour une consultation, une révision de documents, une médiation, un arbitrage ou une préparation de dossiers aux petites créances. Bref, nous vous offrons la technologie pour non seulement adapter votre pratique aux besoins actuels, mais également en vous permettant de contribuer à rendre la justice plus accessible.

Cette année aura été, sans contredit, celle où nous avons dû compter les uns sur les autres plus que jamais. J'aimerais donc remercier les membres du Conseil d'administration de la Division qui ont épaulé la permanence tout au long de l'année dans tous nos projets, mais aussi nos défis. Des remerciements particulièrement chaleureux à notre Présidente, Me Pascale Pageau, pour son énergie, sa disponibilité et sa créativité sans repos de jour comme de nuit! Sa passion de longue date pour les outils technologiques et l'innovation de la pratique ont grandement contribué au virage que nous avons effectué, merci Pascale.

Et que dire des membres de mon équipe... je puis vous assurer que leur dévouement n'a rien de banal. Ils ont l'ABC-Québec tatoué sur le cœur et effectuent leurs tâches et même au-delà, avec un immense respect pour chaque membre de notre belle Association. Merci à Me Martin Thibault, directeur du développement des affaires et du service aux membres, Mesdames Catherine-Iman Taleb, responsable du développement professionnel et des projets spéciaux, Jessie Giroux, agente au service aux membres, Amélie Lacroix, coordonnatrice aux communications et Florence Chouinard, coordonnatrice aux sections de droit.



Enfin, merci à vous, chers.ères membres. Nous ne pourrions accomplir notre mission sans votre présence, votre soutien et votre attachement aux valeurs qui représentent l'essence même de notre existence.

Soyez assurés que nous sommes et resterons engagés à représenter vos intérêts.

Manon Dulude

Mandat

Le Conseil d'administration représente la Division.

Réunions

Le Conseil d'administration s'est réuni le 17 juillet 2019, 18 septembre 2019, le 6 novembre 2019, le 22 janvier 2020, le 18 mars 2020 et le 23 avril 2020.

Le Comité des dirigeants, formé de la présidente, le vice-président, la présidente sortante, la secrétaire et le trésorier, s'est également impliqué pendant l'année entre les réunions.

Réalisations

Représentation au nom de la profession

La Division est intervenue dans les dossiers suivants :

- * Le 4 octobre 2019, à la demande du Groupe de travail sur la fin de vie de l'ABC, la Division a fait parvenir une lettre au sous-ministre de la justice du Québec, Mme France Lynch, qui faisait suite à la décision rendue dans l'affaire *Truchon c. Procureur général du Canada*, afin d'appuyer les conclusions de cette décision qui déclarait que les critères de mort raisonnablement prévisible (selon la loi fédérale) et de situation de fin de vie (selon la loi québécoise) sont inconstitutionnels. L'ABC Nationale a, quant à elle, fait parvenir la même lettre au sous-ministre de la justice fédérale, Me Nathalie G. Drouin, afin d'encourager le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec à travailler ensemble dans le but de remédier aux problèmes soulevés dans cette importante décision.
- * Le 16 décembre 2019, l'ABC-Québec a publié un communiqué afin de rappeler l'importance des principes d'indépendance et d'impartialité des tribunaux, en soulignant qu'il s'agit de principes constitutionnels fondamentaux qui visent à préserver la confiance du public dans la magistrature.
- * Au cours de la campagne électorale fédérale, et de concert avec l'ABC Nationale, une lettre ouverte a été envoyée au nom de la Division au Journal La Presse et, au nom de l'ABC, au National Post, afin de sensibiliser les parties à l'enjeu fondamental qu'est l'amélioration de l'aide juridique, insuffisamment considérée lors de cette campagne.
- * Le 8 novembre 2019, la section de droit de l'immigration et citoyenneté et de la section étudiante ont fait parvenir une lettre à l'honorable Simon Jolin-Barrette, ministre de l'Immigration, de la francisation et de l'intégration, afin de transmettre leurs commentaires sur les modifications réglementaires annoncées au Programme de l'Expérience québécoise (PEQ).
- * Le 3 février 2020, la section de droit de l'immigration et citoyenneté a transmis une lettre à l'honorable Jean Boulet, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, afin d'obtenir des éclaircissements concernant la définition d'agence de recrutement de travailleurs étrangers temporaires et la portée limitée du Règlement en ce qui concerne l'ensemble des avocats et les cabinets d'avocats œuvrant exclusivement ou partiellement dans le domaine du droit de l'immigration dans le cadre des modifications législatives apportées à la *Loi sur les normes du travail* par le biais du *Règlement sur les agences de placement de personnel et les agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires*.
- * Le 11 mars 2020, la section de droit de l'immigration et citoyenneté a fait parvenir un mémoire au ministère de l'Immigration, de la francisation et de l'intégration, afin de transmettre leurs commentaires sur les consultations reliées au Programme de l'expérience québécoise, et plus particulièrement sur la sélection des ressortissants étrangers. La section proposait quatre recommandations, soit la révision à la hausse de la planification pluriannuelle de l'immigration pour le cycle 2020-2022, le maintien des deux volets du PEQ, l'assouplissement des programmes d'immigration économique pour favoriser l'établissement en région et l'importance du maintien de la position du Québec en tant que destination de choix pour les étudiants internationaux.

Membres du Conseil d'administration

Pascale Pageau, Présidente
Tommy Tremblay, Vice-président
Audrey Boctor, Présidente sortante
André Albert Morin, Trésorier
Audrey Létourneau, Secrétaire
Loïc Berdnikoff
Horia Bundaru *
William Dion-Bernard
Meryeme Manar
Sandra Mandanici **
Carolina Rinfret
Benjamin Rivard
Amélie Samson
Louis Sévéno
Martine Vanasse
Yanick Vlasak

* : Me Horia Bundaru a remplacé Me Sandra Mandanici le 30 octobre 2019

** : Me Sandra Mandanici a démissionné le 30 juillet 2019

- * Le 30 avril 2020, la section étudiante a transmis une lettre à la direction de l'École du Barreau pour faire part de ses préoccupations quant à l'impact de la pandémie sur la session devant débuter en août 2020, notamment sur le report annoncé du début de la session ainsi que sur la tenue de cours à distance.
- * Le 23 juin 2020, la section de droit de l'immigration et citoyenneté a fait parvenir une lettre à Monsieur Owen-John Peate, sous-ministre adjoint à l'Immigration et la Prospection, afin de transmettre leurs commentaires sur les modifications réglementaires annoncées au Programme de l'Expérience québécoise (PEQ), en soulignant qu'il n'y a pas lieu de changer ce programme éprouvé qui permet au Québec de retenir des immigrants face aux autres provinces.
- * Le 26 juin 2020, la section de droit de l'immigration et citoyenneté a transmis une lettre à l'honorable Nadine Girault, nouvellement nommée au poste de ministre de l'Immigration, de la francisation et de l'intégration, afin de lui présenter ses commentaires sur les modifications réglementaires annoncées au Programme de l'Expérience québécoise (PEQ). La ministre Girault s'est montrée ouverte aux commentaires de la section.



De plus, le 3 septembre 2019, Me Pageau et Me Dulude ont reçu Me Christiane Féral-Schultz, Présidente du Conseil National des barreaux de France et membre du Barreau du Québec, afin de discuter des actions politiques de cette organisation en plus des possibilités de partenariat quant à la promotion des formations en ligne de la Division en France.

Du 27 novembre au 1^{er} décembre 2019, Me Pageau et Me Dulude ont participé à la rentrée judiciaire du Barreau de Paris, où elles ont représenté la Division à de nombreux événements et réunions. Ces rencontres ont permis notamment d'effectuer un suivi avec Me Féral-Schuhl, afin de conclure le partenariat de promotion permettant que le lien du centre vidéoconférence de la Division apparaisse sur le site du Conseil National des barreaux de France.

Cultiver une communauté professionnelle inclusive et engagée

En plus des activités de réseautage, comme les différents cocktails des sections de droit et le Cocktail du Temps des fêtes, la Division s'est impliquée de différentes façons dans la communauté juridique. Ainsi, la Division, grâce à la Conférence sur l'orientation et l'identité sexuelles, a présenté le 26 septembre 2019 une conférence sur la diversité et l'inclusion des juristes membres de la communauté LGBTQ+ en milieu de travail à l'Université Laval.

Préparer la profession pour l'avenir

Cette année, la Division a offert 3 activités pour les étudiants, dont la majorité au sein des différentes facultés de droit de la province, y compris l'Université d'Ottawa. Lors de ces événements, la Division remet à tous les étudiants participants une adhésion gratuite.



Par ailleurs, la Division a participé, le 17 janvier 2020, à la Journée carrière Interfacultaire réunissant les associations étudiantes de toutes les facultés de droit de la province. La Division était représentée par le président de la section étudiante de la Division ainsi que par quelques présidents de sections, qui sont venus discuter avec les étudiants participants.

En mai 2020, la section étudiante et la section des jeunes juristes ont mis sur pied un programme de mentorat entre étudiant.es en droit et jeunes juristes. Le programme vise principalement à permettre aux étudiant.es de découvrir de nouveaux intérêts et de nouvelles options de carrière après la fin des études en droit. Ce programme a aussi comme objectifs d'élargir le réseau des étudiant.es, d'apprendre sur les réalités du marché de l'emploi et de faire connaître les possibilités d'implications au sein de l'ABC. Cette année, 31 étudiant.es ont pu bénéficier des conseils de 26 mentors.

Par ailleurs, la section étudiante a aussi pris l'initiative d'offrir différentes ressources afin d'appuyer les étudiants.es à se préparer à l'École du Barreau. Dans une série de 10 capsules vidéo durant lesquels d'anciens étudiants.es de l'École du Barreau se relaient afin de partager leurs trucs et astuces pour bien réussir, la section offre ainsi un nouveau service à ses membres.



Finalement, la Division a remis une bourse à Mesdames Sacha Grgicevic-Lesage et Geneviève Leblanc, afin de souligner leur excellence académique dans le cadre du cours JUR2515 Droit constitutionnel offert à l'UQAM. Par ailleurs, la Division a remis la Coupe de l'Association du Barreau canadien (Division du Québec), accompagnée d'une bourse de 300 \$, à Monsieur Marc-Antoine Jutras de l'Université Laval, désigné deuxième meilleur plaideur de la 41^e édition du Concours Pierre-Basile-Mignault.

Offrir du perfectionnement professionnel unique et adapté aux besoins des membres

En plus de l'offre de formation annuelle, la Division a offert une journée de formation, en collaboration avec SOQUIJ, le 31 octobre 2019. Au total, 7 conférences ont été présentées sous le thème des nouvelles tendances dans le milieu juridique, touchant notamment les nouvelles technologies, le langage clair, la réforme du droit de la famille et la protection à la vie privée. Cette journée fut un succès, alors que 124 personnes y ont participé, dont 22 étudiants.

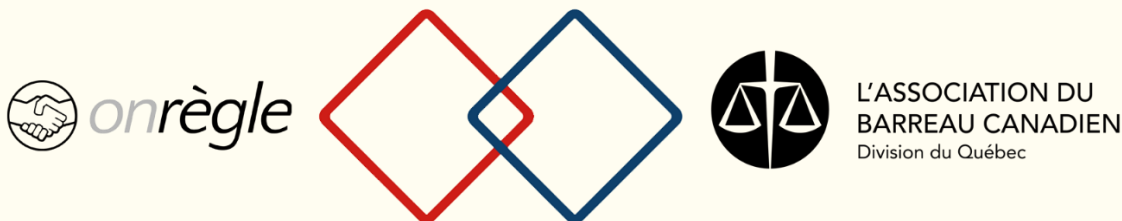
Par ailleurs, afin d'offrir des formations hors du grand centre de Montréal, conformément aux priorités de la Division, quatre activités ont été tenues hors du cercle métropolitain, soit deux conférences à Québec, les 27 et 29 novembre 2019 (Les faits saillants de la réforme de la *Loi sur les normes du travail* et Bilan annuel en matière de faillite et d'insolvabilité) et une conférence à Saint-Jérôme, le 31 janvier 2020 (Revue de jurisprudence en droit municipal). Grâce à la collaboration de cabinets, nous avons aussi pu retransmettre deux conférences en direct à Québec. La Division a également tenu une activité à New York, le 19 février 2020, sur les enjeux quotidiens de la section immigration du Consulat général du Canada à New York, en plus de tenir une session d'information sur les opérations, les politiques et les procédures qui sont mises en place par l'Agence des services frontaliers du Canada au port d'entrée de Saint-Bernard-de-Lacolle, le 13 mars 2020.

Gouvernance

Le 28 novembre 2018, le Conseil de la Division entérinait les nouveaux Statuts et règlements de la Division lesquels sont entrés en vigueur le 1^{er} juillet 2019. La nouvelle composition du Conseil d'administration, qui abolit les postes statutaires pour les rendre disponibles de manière élective, a permis de recevoir des candidatures de la part de tous les membres de la Division à travers la province. Les membres élus de ce nouveau Conseil d'administration 2019-2020 reflètent bien les orientations stratégiques et la mission de l'ABC, soit de diriger ses actions vers ses membres et de les inciter davantage à s'impliquer à la Division.

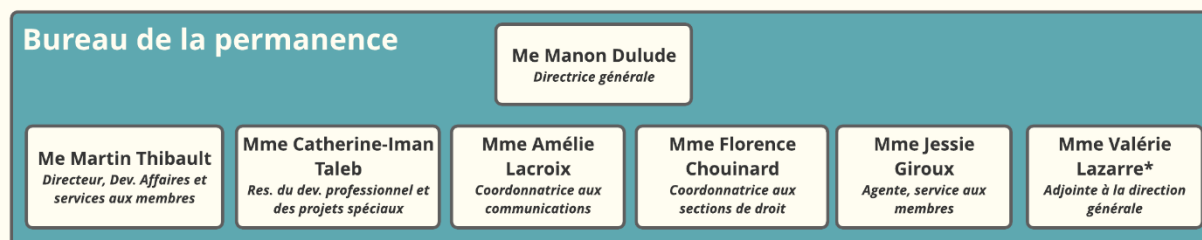
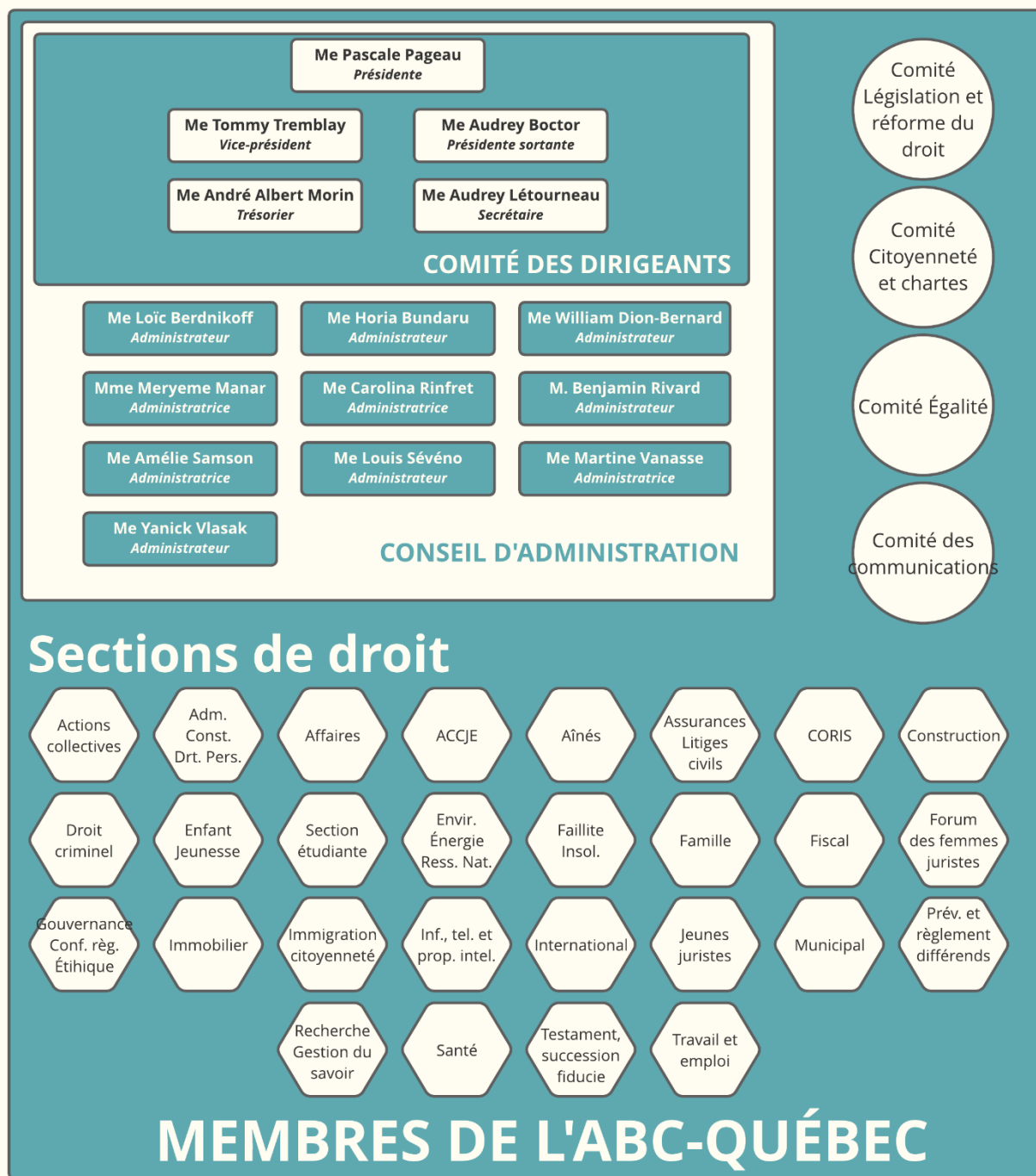
Proposition de valeur

Le recrutement et la rétention des membres ont été au cœur des actions de la Division cette année avec la mise en place d'un nouveau service destiné exclusivement aux membres : Le programme *OnRègle avec l'ABC-Québec* offre gratuitement aux membres de l'ABC la possibilité de rendre des services juridiques en ligne à leurs clients. Lancé le 19 juin 2020, cet outil de téléjustice permet ainsi aux membres d'offrir une gamme de services en ligne, allant de l'arbitrage à la médiation, et en passant par la consultation, la révision de documents, et l'accompagnement pour les dossiers de petites créances, en plus de faire la promotion de l'accès à la justice. C'est 28 membres qui se sont inscrits à ce programme lors de l'été 2020.



ORGANIGRAMME DE LA DIVISION

2019-2020



* :Jusqu'au 16 avril 2020

ADMINISTRATION ET FINANCES

Mandat

Le Comité administration et finances a comme mandat la supervision et le contrôle de la gestion financière, la révision des budgets ainsi que l'étude des demandes budgétaires en provenance de divers intervenants.

Réunion

Le Comité s'est réuni le 12 septembre 2019.

Réalisations

Révision des prévisions budgétaires afin de présenter des recommandations au Conseil d'administration pour adoption finale.

Membres du comité

Pascale Pageau, Présidente
Tommy Tremblay, Vice-président
André Albert Morin, Trésorier
Manon Dulude, Directrice générale

CITOYENNETÉ ET CHARTES

Membres du comité

Alexandre Fallon, Coprésident
Myriam Brixi, Coprésidente
Pascale Pageau
Tommy Tremblay
Karen Kear-Jodoin
Claude Laporte
Pierre C. Gagnon
Alexandre-Philippe Avard
Harry Dikranian
Azim Hussain

Mandat

Le mandat du Comité vise la mise sur pied et la diffusion d'un programme d'enseignement des droits de la personne auprès des élèves de quatrième et cinquième secondaire.

Réalisations

Cette année, 7 écoles étaient inscrites au Programme, pour un total de 19 classes; par contre, à la suite de la pandémie, les cours ont dû être reportés. Le Programme vise à initier les étudiants aux Chartes, aux principes fondamentaux de notre système judiciaire et à l'art de la plaidoirie, grâce à la participation d'avocats.es et de membres de la magistrature, qui ont généreusement donné de leur temps pour aller à la rencontre des jeunes à l'échelle du Québec.

Coordonnatrice : Madame Chloé Benoît-Proulx

ÉGALITÉ

Membres du comité

Audrey Bector, Présidente	Louis Charron
Pascale Pageau	Marie Laure Leclercq
Tommy Tremblay	Trang-Dai Nguyen
Annie Émond	Karine Joizil
Frederick J. Doucet	Patricia Timmons
Jonathan Pierre-Étienne	Claude Pellerin
Laeticia Caporicicci	Nina Fernandez

Mandat

Le Comité égalité a pour mission de sensibiliser la profession juridique aux questions d'égalité et de suggérer des moyens pour éliminer la discrimination. Il propose et supervise la mise en œuvre de toutes les résolutions relatives à l'égalité adoptées par le Conseil de la Division et le Conseil national. Il fait valoir les avantages de la diversité et participe à la mise en œuvre des recommandations pour sa reconnaissance.

Réunion

Le Comité s'est réuni le 25 novembre 2019.

COMMUNICATIONS

Mandat

Le rôle du Comité des communications consiste à participer à la production et à la diffusion de l'information au soutien des différentes activités de l'ABC-Québec. Ce comité voit à l'élaboration de stratégies de communication et à la bonification des outils de communication de l'ABC-Québec. Il est responsable des publications sur les différents outils de la Division. Le Comité agit également à titre consultatif en effectuant des recommandations au Comité exécutif de l'ABC-Québec.

Réunion

Le Comité s'est réuni le 1^{er} novembre 2019. Lors de la réunion, les membres Comité des communications ont échangé sur les principaux outils de communication de l'ABC-Québec et un rapport sur les activités et les résultats obtenus a été présenté. Ceci a permis au Comité de prendre des décisions éclairées sur les stratégies à adopter et de proposer de nouvelles avenues à explorer.

Baladodiffusions

Le Comité souhaitait relancer un projet de baladodiffusion. Après quelques consultations et séances de remue-ménages, le Comité a déposé un plan concret qui a permis de mettre en place une structure de création et de diffusion. Un premier Balado a été lancé le 1^{er} novembre 2019. Un Balado par mois a été diffusé jusqu'à mai 2020 ayant comme invités Me Martine Burelle, Me Lisa Middlemiss, Me Marie-Christine Kirouack, Me Audrey Boctor, Me Aicha Tohry, Me Denis Nadeau, Ad. E., Me Frédérick Doucet et M. Benjamin Rivard.

Membres du comité

Dario Hajjar, Président
Pascale Pageau
Tommy Tremblay
Marie Cossette
Marie Laure Leclercq

LÉGISLATION ET RÉFORME DU DROIT

Mandat

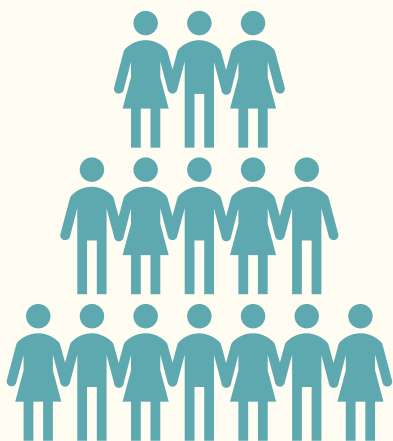
Le mandat du Comité se veut le prolongement de celui qui existe au niveau national. Toutefois, ce comité a pour mission de refléter, dans ses avis et dans ses prises de position, la spécificité de la culture juridique québécoise : sa tradition civiliste, sa mixité juridique et sa culture francophone. Ce comité voit donc à l'élaboration des positions officielles de l'ABC-Québec sur la législation et la réforme du droit en tenant compte de ces paramètres.

Réunion

Le Comité s'est réuni en personne le 13 novembre 2019, afin de discuter du mandat du Comité, des impacts juridiques des modifications réglementaires annoncées au Programme de l'Expérience québécoise et des veilles législatives à effectuer cette année. Le Comité a également été sollicité à plusieurs reprises par voie électronique.

Membres du comité

Lucie Joncas, Présidente
Pascale Pageau
Tommy Tremblay
Mandy Alessandrini
Sylvain Bourassa
Marie Laure Leclercq
Michèle Gamache
Vincent Morier
Stéphane Rousseau
Marc Lemaire
Jean-François Lépine
Audrey Boctor



2194 membres, dont ...



1842 membres réguliers (avocats, juges et notaires)



206 étudiants, universitaires et stagiaires



146 autres types de membres (honoraire, retraités, etc ...)

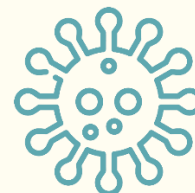
Événements



Le *Cocktail du Temps des fêtes*, qui a pour objectif de souligner le travail des bénévoles. C'est aussi à cette occasion que la Médaille Paul-André-Crépeau et les Prix Michel-Robert sont remis.



3 *cocktails* – *réseautage*, organisés par les sections de droit de la Division, visant à favoriser le réseautage des membres de l'ABC, avec le soutien de la Division.



... malheureusement, plusieurs activités ont dû être reportées par la *pandémie*. Notons le vins et fromages et le cocktail estival des étudiants.es en plus du traditionnel Dîner présidentiel de la Division.

Formations de la permanence



Une *journée de formation*, en collaboration avec SOQUIJ, le 31 octobre 2019. Au total, 7 conférences ont été présentées sous le thème des nouvelles tendances dans le milieu juridique, touchant notamment les nouvelles technologies, le langage clair, la réforme du droit de la famille et la protection à la vie privée. Cette journée fut un succès, alors que 124 personnes y ont participé, dont 22 étudiants.



Face à la *pandémie*, la Division fut dans l'obligation de transformer son offre de service. Ainsi, à partir du 12 mars 2020, la permanence a développé un nouveau service, soit la formation par webinaire. Dès avril, la Division a ainsi offert gratuitement à ses membres **8 webinaires**, des meilleures pratiques en télétravail au bienfait de la méditation. Les sections de droit ont aussi pivoté rapidement, en développant **9 autres webinaires**, afin de remplacer les conférences en salles qui ne pouvaient être tenues.

Prix de la Division

BOURSES AUX ÉTUDIANTS.ES DE L'UQAM



Mme Sacha Grgicevic-Lesage
Mme Geneviève Leblanc

L'ABC-Québec remet annuellement des bourses aux deux étudiantes de l'UQAM ayant le mieux réussi le cours de Droit constitutionnel (JUR2515). Chacun de ces étudiants se mérite une bourse de 200 \$.

MÉDAILLE PAUL-ANDRÉ-CRÉPEAU



Professeur Stéphane Rousseau

La Médaille Paul-André-Crépeau est remise chaque année à un(e) juriste qui a également contribué tant à l'avancement des aspects internationaux du droit privé qu'à ceux du droit commercial, au Québec et au Canada.

CONCOURS DE PLAIDOIRIE PIERRE-BASILE-MIGNAULT



M. Marc-Antoine Jutras
Université Laval

L'ABC-Québec remet au 2^e meilleur plaideur ou meilleure plaideuse, selon les points obtenus lors de la joute préliminaire, la Coupe du Barreau canadien, Division du Québec, ainsi qu'une bourse de 300 \$.

Partenariats

La permanence de la Division a également mis en place plusieurs partenariats avec différents organismes et associations afin de faire la promotion des services de l'ABC-Québec. Ainsi, des ententes permettant une large diffusion des activités de formation, tant en salle qu'en ligne, ont vu le jour. Par ailleurs, les ententes avec SOQUIJ, le Groupe Montpetit, Mercedes-Benz et la Financière des avocats se sont poursuivies en 2019-2020.

MERCI POUR VOTRE SUPPORT !



RECRUTEMENT SPÉCIALISÉ | RESSOURCES HUMAINES
SPECIALIZED RECRUITMENT | HUMAN RESOURCES



Assurances et investissements pour juristes



Mercedes-Benz

ACTIONS COLLECTIVES



209 membres



3 conférences



1 webinaire

Membres du comité exécutif

Sébastien Caron, Président
Emmanuelle Rolland, Vice-présidente
Éric McDevitt David, Président sortant
Kristian Brabander
Myriam Brixi
Gabrielle Gagné
Marianne Ignacz
Robert Kugler
Catherine McKenzie
Anne Merminod
Laurent Nahmiash
Catherine Fauchon

ADMINISTRATIF & CONSTITUTIONNEL ET DROITS DE LA PERSONNE



280 membres



3 conférences

Membres du comité exécutif

Etienne Gabrysz-Forget, Président de la section Constitutionnel et droits de la personne
Catherine Mathieu, Présidente de la section de droit Administratif
Chloé Fauchon, Coprésidente sortante
Élisabeth Goodwin, Coprésidente sortante
Olga Redko, Coprésidente sortante
Audrey Boctor
Philippe Dufresne
Guillaume Laberge
Maxime St-Onge

AFFAIRES



562 membres



1 webinaire

Membres du comité exécutif

Sébastien Richemont, Président
Kiriakoula Hatzikiriakos, Coprésidente, Comité Bancaire et institutions financières
Mary Jeanne Phelan, Coprésidente, Comité Bancaire et institutions financières
Stéphanie Lapierre, Présidente, Comité Litiges commerciaux
Julie Cousineau, Vice-présidente, Comité Litiges commerciaux
Nicolas Morin, Président, Comité Valeurs mobilières
Eric Blondeau, Vice-président, Comité Valeurs mobilières

ACCJE – SECTION QUÉBEC



371 membres



1 conférence



1 webinaire

Membres du comité exécutif

Denis Lavoie, Président
Élizabeth Roy
Sabine Altier
Lyla Bradley
Claudie Imbleau-Chagnon
Sophie Lussier
Nathalie Mercier-Filteau
Isabelle Papillon

AÎNÉS



48 membres



1 conférence

Membres du comité exécutif

Véronique Morin, Présidente
Francine Martel, Vice-présidente
Marcella De Piano
Vanessa Gregorio
Christine Morin
Isabelle Nantais
Frédéric Pérodeau
Elisabeth Pinard
Ann Margaret Soden

ASSURANCES ET LITIGES CIVILS



413 membres



4 conférences

Membres du comité exécutif

Nathalie Durocher, Présidente
Louis P. Brien, Président sortant
Josée Beaudoin
Marie-Hélène Bétournay
Jacqueline Bissonnette
Dominic Boisvert
Louis-Philippe Cartier
Geneviève Chabot
Julia De Rose
Sara Gloutnay
Frédéric Savard-Scott
Patricia Timmons

CONFÉRENCE SUR L'ORIENTATION ET L'IDENTITÉ SEXUELLES (CORIS)



31 membres



1 conférence

Membres du comité exécutif

Frédéric J. Doucet, Coprésident

Terry Kyle Lapierre, Coprésident

Elisabeth Brousseau, Coprésidente sortante

Louis Charette, Coprésident sortant

Bernard Amyot

Catherine Bélanger-Pâquet

Steeves Bujold

Louis R. Charron

Mathieu Deschamps

Frédérique Drainville

Jesse J.D. Hartery

Marie Laure Leclercq

John J. Lennard

Michel Morin

Stéphan Nadeau

Xavier Plamondon

Benjamin Poirier

Jonathan Poulin

Nadir Pracha

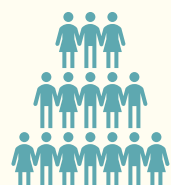
David-Emmanuel Roberge

Anthony Sylvain

Nicholas Trottier

Alex Vandal-Milette

CONSTRUCTION



252 membres



1 conférence

Membres du comité exécutif

Gabriel Lefebvre, Président

Catherine Bohémier, Vice-présidente

Annie Bernard, Présidente sortante

Antoine Bigenwald

Horia Bundaru,

Maxime Cantin

Étienne Chauvin

Pascale Dionne-Bourassa

Nicolas Gagnon

Yvan Houle

Yannick Hurtubise-Forget

Jasmin Lefebvre

Sophie Perron

Benoît Roussy

Guy Sarault

Louis Michel Tremblay

Mario Welsh

DROIT CRIMINEL



68 membres



2 conférences

Membres du comité exécutif

Nadine Touma, Présidente

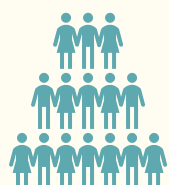
André A. Morin, Vice-président

Trang Dai Nguyen, Vice-présidente formation

Maxime Hebrard

Matthew Shadley

ENFANT ET DE LA JEUNESSE



18 membres



3 conférences

Membres du comité exécutif

Caroline McKenna, Présidente

Caroline Harnois, Vice-présidente

Diane Brais

Angela Di Virgilio

Josée Dionne

Gabrielle Lupien

Claudia Andréa Molina

SECTION ÉTUDIANTE



44 membres



1 webinaire



2 prises de position

Membres du comité exécutif

Benjamin Rivard, Président

Simon Bouthillier, Président sortant

Ismaël Boudissa

Michel Cobti

Gabriel Drouin

Raphaëlle Lambert

Meryeme Manar

Shannon Maroutian

Gabriel Melançon

Charlotte Rémillard

Vanessa St-Jacques

Pierre-Olivier Tremblay-Simard

Mélanie Vermette

ENVIRONNEMENT, ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES



178 membres



1 conférence

Membres du comité exécutif

Mariko Maya Khan, Présidente

Anne-Catherine Boucher, Vice-présidente

Martin Thiboutot, Président sortant

Émilie Bundock

FAILLITE ET INSOLVABILITÉ



220 membres



4 conférences

Membres du comité exécutif

Luc Morin, Président
Isabelle Desharnais, Vice-présidente
Joseph Reynaud, Président sortant
Ilia Kravtsov
Mathieu Lévesque
Jocelyn Perreault
Gary Rivard
Christian Roy
Roger Simard
Claire Zikovsky

FAMILLE



73 membres

Membres du comité exécutif

Marie Christine Kirouack, Présidente
Stéphane Pouliot, Président sortant

FISCAL



139 membres

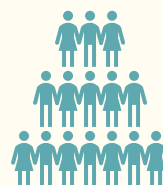


1 conférence

Membres du comité exécutif

John Leopardi, Président
McShane Jones, Vice-Président
Claude E. Jodoin, Président sortant
Dominic Belley
Pierre-Louis Le Saunier
Christian Meighen
Sébastien Rheault

FORUM DES FEMMES JURISTES



212 membres



1 conférence



2 webinaires

Membres du comité exécutif

Patricia Gamliel, Présidente
Suzie Lanthier, Vice-présidente
Joanie Lapalme, Présidente sortante
Caroline Briand
Danielle Ferron
Michèle Moreau
Lilia Benaïssa
Awatif Lakhdar

GOUVERNANCE, CONFORMITÉ RÉGLEMENTAIRE ET ÉTHIQUE



138 membres



1 conférence

Membres du comité exécutif

Soulef Hadjoudj, Présidente
Marie Dupuis, Vice-présidente
Pierre Gignac, Président sortant
Lyne Burelle
Julie Noël de Tilly
Julie Rochette
Stéphane Rousseau
Alan Sarhan

IMMIGRATION ET CITOYENNETÉ



141 membres



4 conférences



4 prises de position

Membres du comité exécutif

Lisa Middlemiss, Présidente
Christine Beltempo, Vice-présidente
Nadine Landry, Présidente sortante
Audrey Anne Chouinard
Herbert Brownstein
Stéphane Duval
Geneviève Hénault
Barbara J. Leiter
Julio Mena
Claudia Andrea Molina
Isabelle Owston
Walter Chi-yan Tom

IMMOBILIER



233 membres



2 conférences

Membres du comité exécutif

Valérie Mac-Seing, Présidente
Patrice Picard, Vice-président
Mylany David, Présidente sortante
Anthony Arquin
Nathalie Bédard
Steve Collins
Louis-Martin Dubé
Nathalie Duceppe
Daniel J. Martin
Francine Pager
Denis Paquin
Chantal Sylvestre
Marie-Andrée Thibault

INFORMATION, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE



202 membres



4 conférences

Membres du comité exécutif

Caroline Jonnaert, Présidente
Justin Freedin, Vice-président
Alexandre Ajami
Vincent Bergeron
Lonnie Brodtkin-Schneider
Stéphanie Girard
Chloé Latulippe
Marie Laure Leclercq

INTERNATIONAL



216 membres



3 conférences

Membres du comité exécutif

Antoine Motulsky Falardeau, Président
Patrick Ferland, Président sortant
Edward Béchar-Torres
Laurence Bich-Carrière
Bernard Colas
Guillaume Laganière
Alain Prujiner
Christopher Richter

JEUNES JURISTES



369 membres



3 conférences

Membres du comité exécutif

Arad Mojtahedi, Président
Jordan Altman, Vice-président
Valerie Masse, Vice-présidente
communication
Carolina Klimas, Secrétaire
Caroline-Ariane Bernier
Laure Bonnavé
Frédérique Lavoie
Laurence Lavoie
Sofia Lopez Bancalari
Arnaud Sauvé-Dagenais
Lauren Shadley
Matthew Shadley

MUNICIPAL



112 membres



3 conférences

Membres du comité exécutif

Martine Burelle, Présidente
Vanessa Hergett, Vice-présidente
Louis Beauregard
Louis Béland
Daniel Bouchard
Adina-Christina Georgescu
Claude Jean
Jean-Daniel Lamy
Cassandre Louis
Agnes Pignoly
Nathan Williams

PRÉVENTION ET RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS



165 membres



2 webinaires



2 conférences

Membres du comité exécutif

Stefan Chripounoff, Président
Pascale Dionne-Bourassa, Vice-présidente
Steve McInnes, Président sortant
Olivier Després
Dimitri Maniatis
Marie-Claude Martel
John-Nicolas Morello
Serge Pisapia
Sophie Truesdell-Ménard

RECHERCHE ET GESTION DU SAVOIR



69 membres



3 conférences

Membres du comité exécutif

Laurence Bich-Carrière, Présidente
Anne-Marie Santorineos, Vice-présidente
Vikki Andrighetti
Martin Boodman
Emmanuelle Demers
David B. Éthier
Catherine A. Jenner
Catherine Martel

SANTÉ



103 membres



1 conférence

Membres du comité exécutif

Mylène Beaupré, Présidente	Mélanie Champagne
Catherine Lafontaine, Vice-présidente	Catherine Laprade
Marie-Ève Bélanger, Présidente sortante	Bénédicte Nicole

TESTAMENT, SUCCESSIONS ET FIDUCIES



140 membres



5 conférences



2 webinaires

Membres du comité exécutif

Janet Michelin, Présidente
Mark A. Potechin, 1^{er} Vice-président
Sevgi Kelci, 2^e Vice-président
Julie Loranger, Présidente sortante
Michel Beauchamp
William Dion-Bernard
Elisabeth Evans-Olders
Antonio Iacovelli
Vincent Morier
Francine Pager
Lauranne Ste-Croix
Marie Pier Thivierge

TRAVAIL ET DE L'EMPLOI



221 membres



4 conférences

Membres du comité exécutif

Justine B. Laurier, Coprésidente
Sophie Cloutier, Coprésidente
Maude Grenier, Secrétaire
Danilo Di Vincenzo, Président sortant
Isabelle Boivin
Denis Boucher
Johanne Cavé
Christopher Deehy
Catherine Gemme
Louise-Hélène Guimond
Dominique Launay
Catherine Massé-Lacoste
Denis Provençal
Gilles Trudeau

ANNEXE 1

ACTIVITÉS DE FORMATION

Section de droit	Date	Titre de la formation	Conférenciers	Nombre de participants
Recherche et gestion du savoir	24 septembre 2019	Méthodologie de la recherche	Me Catherine Jenner, Stikeman Elliott Me Catherine Martel, Langlois avocats Me David B. Éthier, IMK	58
Testaments, successions et fiducies	26 septembre 2019	Droit des fiducies et la rédaction d'un acte de fiducie: les fondements	Me Hélène Gagné et Me Pascale Villani, BCF	48
Actions collectives	2 octobre 2019	Impacts du dossier du tabac sur le droit des fausses représentations et de la responsabilité du produit	Me Éric Préfontaine, Osler et Me Joey Zukran, LPC Avocat Modératrice : Me Myriam Bixi, Lavery	47
Prévention et règlement des différends	8 octobre 2019	Conférence Olivier Després / Revue annuelle des nouveaux développements en arbitrage civil et commercial	Me Olivier Després, Olivier Després, avocat	37
Information, télécommunications et propriété intellectuelle, en collaboration avec Administratif & Constitutionnel et droits de la personne	17 octobre 2019	Crown Copyright in the Digital Age / Droit d'auteur de la Couronne dans l'ère numérique	Me Michael Shortt, Fasken	24
Faillite et insolvabilité	17 octobre 2019	Cocktail annuel de la section Faillite et insolvabilité de l'ABC-Québec	L'honorable Louis Gouin, Cour supérieure	107
Prévention et règlement des différends, en collaboration avec Travail et de l'emploi	22 octobre 2019	À la frontière entre la médiation en milieu de travail et l'enquête : enjeux et solutions	Me Thierry Bériault, LL.L., D.PRD, Méd.A/C.Med, Distinguished Fellow (IAM) Me Jean Marois, Médiateur et enquêteur, Professionnels en règlement des différends S.A. Me John-Nicolas Morello, avocat, Agent de conformité à l'éthique, Affaires juridiques et corporatives, VIA Rail Canada inc.	34
Faillite et insolvabilité	22 octobre 2019	L'affaire Vacances Sinorama : L'insolvabilité de l'agence de voyages au Québec	Me François Gagnon, Borden Ladner Gervais M. Christian Bourque, CPA, CA, PAIR, SAI, PricewaterhouseCoopers	60
International	23 octobre 2019	Saisies, injonctions et autres mesures émises par le tribunal québécois non compétent sur le fond du litige	Patrick Ferland, associé, LCM Avocats inc. Modérateur: L'honorable Serge Gaudet, juge de la Cour supérieure du Québec	19
Testaments, successions et fiducies	23 octobre 2019	Scènes de la vie quotidienne	Me Anne Chaurette, RBC Gestion de Patrimoine, Trust Royal	39

ANNEXE 1

ACTIVITÉS DE FORMATION

Section de droit	Date	Titre de la formation	Conférenciers	Nombre de participants
Fiscal	29 octobre 2019	Revenu Québec : régler les différends et le respect des droits de la clientèle	Me Josée Morin, Vice-présidente et Directrice générale, Direction générale de la protection des droits et de l'éthique, Agence du Revenu du Québec Nathalie Therrien, Directrice, DGPDE, Bureau de la protection des droits de la clientèle, Agence du Revenu du Québec	26
ABC-Québec	31 octobre 2019	Journée annuelle de formation avec SOQUIJ	15 conférenciers lors de 6 ateliers distincts	124
Municipal	5 novembre 2019	Les droits acquis peuvent-ils être gérés différemment ?	Me Louis Beauregard, Beauregard Avocats Me Louis Béland, DHC Avocats Modérateur: Me Éric Couture, avocat et urbaniste, Ville de Montréal	40
Aînés	6 novembre 2019	Venez rencontrer le Curateur public ! Projet de loi 18 - comment sera révisé le dispositif de protection des personnes?	Me Denis Marsolais, Curateur public du Québec	49
Testaments, successions et fiducies	7 novembre 2019	Une succession testamentaire potentiellement litigieuse : quelques exemples de clauses inhabituelles.	Me Sevgi Kelci, Me Sevgi Kelci notaire Me Janet Michelin, IMK	31
Assurances et litiges civils, en collaboration avec Immobilier	11 novembre 2019	La copropriété et l'assurance	Me Jean-François Lamoureux, Robinson Sheppard Shapiro	49
Environnement, énergie et ressources naturelles, en collaboration avec Administratif & Constitutionnel et droits de la personne	13 novembre 2019	Évaluation d'impact environnemental et consultation autochtone : quoi de neuf?	Me Kateri Vincent et Me Julie Belley Perron, Langlois avocats	17
Santé	14 novembre 2019	Le droit à la santé des avocats	Me Marie Christine Kirouack, Ad. E, PAMBA	23
Faillite et insolvabilité	18 novembre 2019	Bilan annuel en matière de faillite et insolvabilité	Me Ilia Kratsov, Osler, Hoskin & Harcourt Me Arad Mojtahedi, Norton Rose Fulbright	102
Information, télécommunications et propriété intellectuelle	25 novembre 2019	Technologies de l'information : comment protéger la propriété intellectuelle de ses actifs	Me Justin Freedin et Me Jean-François Normand, ROBIC	37
Assurances et litiges civils	25 novembre 2019	Procès sans papier : êtes-vous prêts?	Procès simulé présidé par l'honorable Clément Samson, Cour supérieure du Québec	77
Construction	26 novembre 2019	Le programme pilote de la Cour supérieure pour la gestion des litiges de construction.	L'honorable Yves Poirier, Cour supérieure du Québec	73

ANNEXE 1

ACTIVITÉS DE FORMATION

Section de droit	Date	Titre de la formation	Conférenciers	Nombre de participants
Immobilier	26 novembre 2019	Tout ce que vous voulez savoir sur la Loi sur la Régie du Logement, mais que vous n'avez jamais osé demander	Me Serge Laflamme, Laflamme Nadeau, Avocats	36
Immigration et citoyenneté	27 novembre 2019	Entrée express: Une navigation à travers le système de résidence permanente fédéral	Mme Mylene Goulet, Agent de promotion, Réseau national et Mme Cinthia Roberge, Agente de promotion – Région du Québec, Réseau national, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada / Gouvernement du Canada	57
Faillite et insolvabilité	27 novembre 2019	Bilan annuel en matière de faillite et insolvabilité	Me Ilia Kratsov, Osler, Hoskin & Harcourt Me Arad Mojtahedi, Norton Rose Fulbright	52
Actions collectives	28 novembre 2019	Chambre des actions collectives, un an plus tard: continuons la discussion	L'honorable Chantal Chatelain, juge coordonnatrice de la Chambre des actions collectives, Cour supérieure du Québec Me Sébastien C. Caron, LCM Avocats Me Emmanuelle Rolland, Audren Rolland	48
Travail et de l'emploi	29 novembre 2019	Les faits saillants de la réforme de la Loi sur les normes du travail : commentaires et questionnements	Me Christopher Deehy, Lapointe Rosenstein Marchand Melançon Me Catherine Massé-Lacoste, Rivest, Schmidt Me Marc Beaudry, Directeur des affaires juridiques des normes du travail, CNESST	15
Jeunes Juristes	29 novembre 2019	Comment préparer son premier procès	Me Patrick Ouellet, Associé, Woods	27
Association canadienne des conseillers juridiques d'entreprises - Section Québec (ACCJE)	3 décembre 2019	La vie en entreprise : réflexions sur l'évolution du rôle de conseiller juridique comme décideur stratégique. Daniel Desjardins et Hubert T. Lacroix partagent leurs points de vue	Me Daniel Desjardins, Ad. E., Président du conseil d'administration, Bombardier Transport Me Hubert T. Lacroix, Conseiller stratégique, Blake, Cassels & Graydon	39
Recherche et gestion du savoir	3 décembre 2019	EN ANGLAIS: What will machine learning mean for dispute resolution in the 2020s?	Me Ben Alarie, professeur à l'Université de Toronto et fondateur de Blue J Legal	19
Assurances et litiges civils	10 décembre 2019	Sinistres Cyber : Comment s'y préparer et leçons tirées d'incident récents	Me Imran Ahmad, Blakes Me Vanessa Henri, Fasken	28
Enfant et de la jeunesse	10 décembre 2019	Évolution du droit de la protection de la jeunesse en contexte autochtone	Me Donald Bourget avocat pour la nation Anisnabe	6
Forum des femmes	21 janvier 2020	In Search of the "Lehman Sisters" - Why Public Conversations Need Women's Insights	Shari Graydon, Speaker, Author, Advocate, Informed Opinions	35
Assurances et litiges civils	28 janvier 2020	Conférence Jean Bélanger – Décisions marquantes de 2019 en droit des assurances	Mes Jonathan Lacoste-Jobin et Bernard Larocque, Lavery	72

ANNEXE 1

ACTIVITÉS DE FORMATION

Section de droit	Date	Titre de la formation	Conférenciers	Nombre de participants
Gouvernance, conformité réglementaire et éthique	29 janvier 2020	Créer une culture de conformité : le pourquoi et le comment	Me Marie-Claude Hudon, Chef, éthique et conformité Canada Pharma Me Martine Vanasse, Vice-présidente et Chef de la conformité, Investissements PSP Modératrice : Me Lyne Burelle, Chef du Secrétariat de la gouvernance de la Ville de Laval, agira à titre de modératrice.	31
Travail et de l'emploi, en collaboration avec Administratif & Constitutionnel et droits de la personne, Municipal	30 janvier 2020	Vavilov et la révision judiciaire : un nouveau cadre plus cohérent et prévisible?	Me Denis Nadeau, Ad.E., Université d'Ottawa, Faculté de droit	54
Municipal	31 janvier 2020	Revue de la jurisprudence en droit municipal	Me Pascal Marchi, collaborateur du blogue en droit municipal www.litigemunicipal.com et avocat au Service du greffe et des affaires juridiques de la Ville de Saint-Jérôme	26
Criminel	5 février 2020	Les mandats de perquisitions en droit des pénal des affaires/Search Warrants and Corporate Criminal Law	Introduction par l'honorable Morris J. Fish, Cour Suprême du Canada Me Léon Moubayed, Davies Me Matthew S. Shadley, Shadley Bien-Aimé	50
Information, télécommunications et propriété intellectuelle	6 février 2020	Revue de l'année 2019 en droit des marques de commerce	Me Jean-Philippe Mikus, Fasken	57
International, en collaboration avec Enfant et de la jeunesse	10 février 2020	La Convention de La Haye de 1996 sur la Protection des enfants et sa relation avec la Convention de La Haye de 1980 sur l'enlèvement	Me Philippe Lortie, Premier Secrétaire de la Conférence de La Haye de droit international privé	17
Testaments, successions et fiducies	11 février 2020	L'introduction aux droits des successions	Me William Dion-Bernard, Robinson Sheppard Shapiro Me Michelle Dion, Borden Ladner Gervais	43
Actions collectives	11 février 2020	Impacts au Québec de la réforme des recours collectifs en Ontario	Me Catherine Piché, Professeure agrégée, Faculté de droit, Université de Montréal	33
Recherche et gestion du savoir	13 février 2020	Reproduire sans réfléchir: des pièges des clauses de style II (présenté en français et anglais)	Me Sarah El-Fashny, Thales Canada Inc. Me Marc-André Landry, LCM Avocats Me François Nantel, Cain Lamarre Me Chrystelle Chevalier-Gagnon, McCarthy Tétrault	28
Immigration et citoyenneté	19 février 2020	Le rôle de la section Immigration du Consulat général du Canada à New York et ses opérations	M. Cyril Joseph, Gestionnaire du programme de migration Modérateur : Me Herbert Brownstein, Cabinet Brownstein, Brownstein & Associés Inc.	13
Testaments, successions et fiducies	20 février 2020	Cocktail annuel : Tribulations d'un notaire d'expérience dans le merveilleux monde des successions ou quand la réalité dépasse la fiction	Me Michel Beauchamp, Beauchamp et Gilbert	125

ANNEXE 1

ACTIVITÉS DE FORMATION

Section de droit	Date	Titre de la formation	Conférenciers	Nombre de participants
Jeunes Juristes	20 février 2020	Carrières alternatives	Me Catherine Raiche, Philadelphia Eagles	21
Immigration et citoyenneté	20 février 2020	Session avancée: Programme de mobilité internationale	Kristine Fortin, agente de programmes, ASFC – Région du Québec Geneviève Hénault, avocate, Gomberg Dalfen S.E.N.C. Amélie Laporte, Directrice adjointe de la Division des programmes des travailleurs étrangers à l'administration centrale d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada Rémi Mallette, agent des services frontaliers, Aéroport Trudeau de Montréal, ASFC	93
Municipal	21 février 2020	Revue de la jurisprudence en droit municipal	Me Alexandre Thériault-Marois, auteur du blogue en droit municipal www.litigemunicipal.com et avocat au Service des affaires juridiques de la Ville de Laval	25
International	26 février 2020	Revue annuelle de la jurisprudence en droit international privé	Me Christopher Richter, Torsys Modérateur: L'honorable Louis LeBel, Langlois avocats	21
Jeunes Juristes	5 mars 2020	Trop lent, trop dispendieux, inaccessible? Discussions sur une réforme efficace du système judiciaire en cette nouvelle décennie	Me Paul-Matthieu Grondin, Bâtonnier du Québec, Grondin Savarese Me Sophie Gagnon, Directrice générale de Juripop Me Milèva Camiré, Bureau d'aide juridique droit criminel et pénal de Montréal Me Sean Cameron, Boro Frigon Gordon Jones	62
Enfant et de la jeunesse	11 mars 2020	Initiation à la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents : Distinctions avec le droit criminel applicable aux adultes	Me Mariève Rondeau-Desjardins, Procureure aux poursuites criminelles et pénales	9
Immigration et citoyenneté	13 mars 2020	Les opérations, politiques et procédures qui sont mises en place par ASFC au port d'entrée St-Bernard-de-Lacolle	Chantal Roy, Surintendante, Bureau de direction, District frontière Montérégie, Direction générale des opérations, ASFC Taira-Nara Anestin, Agent de l'Agence des services frontaliers du Canada Modérateur : Me Herbert Brownstein, Cabinet Brownstein, Brownstein & Associés Inc.	24
ABC-Québec, en collaboration avec Information, télécommunications et propriété intellectuelle, Travail et de l'emploi, Criminel	23 avril 2020	Webinaire - Le télétravail en quatre temps : retour sur la mésaventure de «Poor Jennifer»	Me Ariane Pasquier, Lavery – Relations de travail Me Julie Goineau, Cabinet RH - Harcèlement Me Annie Lemieux-Gaudreault – Droit à l'image Me Denis Gallant, Roy Bélanger – Droit criminel Animé par : Me Martine Burelle, burELLE avocate	96

ANNEXE 1

ACTIVITÉS DE FORMATION

Section de droit	Date	Titre de la formation	Conférenciers	Nombre de participants
Forum des femmes	7 mai 2020	Webinaire - Conciliation travail-vie personnelle : un défi amplifié pour l'avocate en confinement	Me Sabine Neuman, Avocate et bien plus	81
Affaires - Comité Bancaire et institutions financières	13 mai 2020	Webinaire - Les signatures électroniques	Me Stéphane Brunelle, Chambre des notaires du Québec Me Charles Morgan, McCarthy Tétrault Me Dominique Payette, Banque Nationale du Canada Modératrice : Me Kyriakoula Hatjikiriakos, Banque Nationale du Canada	98
ABC-Québec	19 mai 2020	Webinaire - Introduction à la méditation	Elaine Claivaz, Naturothérapeute et formatrice Ayurvêda, sonothérapie et Qi Gong	25
Testaments, successions et fiducies	21 mai 2020	Webinaire - Impact au Québec et en France du nouveau Règlement européen sur les successions.	Me Angélique Devaux, Notaire Cheuvreux Paris LL.M American Law IUPUI Robert McKinney School of Law Rapporteur du 50 ^e Congrès du MJN « L'international : Le Guide Pratique » Me Jeffrey A. Talpis, Notaire, Professeur titulaire, Faculté de droit de l'Université de Montréal Titulaire – Chaire du notariat de l'Université de Montréal Animatrice : Me Julie Loranger, notaire, TEP, BCF, avocats	81
Prévention et règlement des différends	22 mai 2020	Webinaire - Remboursement volontaire	L'honorable François Rolland, Ad. E., Langlois avocats	25
ABC-Québec	26 mai 2020	Webinaire - Introduction à la méditation, prise 2	Elaine Claivaz, Naturothérapeute et formatrice Ayurvêda, sonothérapie et Qi Gong	26
Association canadienne des conseillers juridiques d'entreprises - Section Québec (ACCJE)	27 mai 2020	Webinaire - Bien gérer sa carrière dans la nouvelle ère du télétravail	Mme Catherine St-Sauveur, psychologue industrielle et coach de carrière professionnelle Melanie Bernier, CLO d'Investissements PSP pour expliquer les attentes des managers	64
ABC-Québec	28 mai 2020	Webinaire - Pandémie et tribunaux judiciaires : le virage numérique de la Cour supérieure du Québec	L'honorable Jean Faulem, Cour supérieure L'honorable Stéphane Lacoste, Cour supérieure	254
ABC-Québec	2 juin 2020	Webinaire - La pandémie et ses impacts sur l'administration de la justice au Canada	Le très honorable Richard Wagner, C.P. juge en chef de la Cour suprême du Canada Me Pascale Pageau Ad. E., Présidente de l'ABC-Québec	181
ABC-Québec	9 juin 2020	Webinaire - Gérer et animer des réunions efficaces avec Teams et Office 365	Atelier animé avec Microsoft Teams par notre partenaire: 365e.pro	53

ANNEXE 1

ACTIVITÉS DE FORMATION

Section de droit	Date	Titre de la formation	Conférenciers	Nombre de participants
Testaments, successions et fiducies	10 juin 2020	Webinaire - Revue jurisprudentielle : Testaments, successions et fiducies	Me Antonio Iacovelli, Miller Thomson Me Janet Michelin, IMK	76
Forum des femmes	10 juin 2020	Webinaire - L'état du droit au Québec et au Canada 30 ans après Tremblay c. Daigle	L'honorable Robert Décary, Juge à la retraite et correspondant de Me Daniel Bédard plaideur de l'affaire devant la C.S.C. Mme Rachel Chagnon, Ph.D, Professeure, Département des sciences juridiques et Directrice de l'Institut de recherches et d'études féministes, Université du Québec à Montréal Me Awatif Lakhdar, Avocate en droit familial, Lavery Modératrice : Me Caroline Briand, Cain Lamarre	34
Prévention et règlement des différends	11 juin 2020	Webinaire - INSTITUTIONAL ARBITRATION SERIES: International Centre for Dispute Resolution Canada	Me Dimitri Maniatis, founder of Accent Legal Me Steven K. Andersen, Vice President of the International Centre for Dispute Resolution ("ICDR")	19
ABC-Québec	17 juin 2020	Webinaire - La gestion des priorités, des suivis et des tâches avec Outlook, Planner et To-Do	Atelier animé avec Microsoft Teams par notre partenaire: 365e.pro	74
Actions collectives	18 juin 2020	Webinaire - Actions collectives déposées en lien à la COVID-19	Me Jean-Michel Boudreau , IMK Me Anne Merminod, BLG	76
ABC-Québec	22 juin 2020	Webinaire - Marketing juridique post Covid-19	Daniel Lepine, Consultation Marketing Modératrice : Me Pascale Pageau Ad. E., Delegatus Collectif d'avocats	54
Étudiants et étudiantes	5 août 2020	Webinaire - Trucs et astuces pour réussir les examens de l'École du Barreau	Gong Ming Zheng	90

ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS

AU 31 AOÛT 2020

**ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN -
DIVISION DU QUÉBEC
ÉTATS FINANCIERS
31 AOÛT 2020**

**ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN -
DIVISION DU QUÉBEC
ÉTATS FINANCIERS
31 AOÛT 2020**

Sommaire

	Page
Rapport des auditeurs indépendants	1 - 3
Résultats	4
Évolution des actifs nets	5
Situation financière	6
Flux de trésorerie	7
Notes complémentaires	8 - 13
Renseignements complémentaires	14

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux administrateurs de
ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN - DIVISION DU QUÉBEC

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'**ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN - DIVISION DU QUÉBEC** (l'« association »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 août 2020, et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'association au 31 août 2020, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'association conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Informations autres que les états financiers et le rapport de l'auditeur sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport annuel, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport des auditeurs sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'association ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'association.

Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers

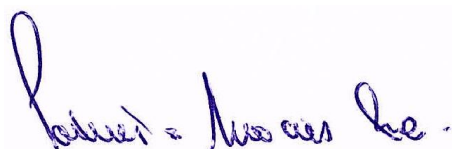
Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'association;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'association à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



1

Vaudreuil-Dorion
Le 8 décembre 2020

¹ Par Michel Poirier, CPA auditeur, CA

ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN - DIVISION DU QUÉBEC

RÉSULTATS

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2020

Page 4

	Budget (note 3)	2020	2019
Produits			
Cotisations des membres:			
- Nationales	371 400 \$	381 237 \$	377 688 \$
- Provinciales	125 700	123 371	125 554
Activités des sections de droit	250 000	168 838	269 210
Centre de diffusion Web	5 000	4 360	14 705
Dîner présidentiel	57 000	-	76 655
Événements	21 500	13 710	24 070
Recrutement et partenariats	27 250	20 555	27 250
Ristournes	45 000	52 636	50 750
Produits nets de placements	12 000	9 476	13 785
Cotisations pour adhésion à une autre division	2 500	1 971	2 514
Formation exclusive réservée aux membres	-	-	1 000
Aide gouvernementale	-	10 000	-
	917 350	786 154	983 181
Charges (annexe A)	916 026	682 277	887 654
Excédent des produits sur les charges avant résultats du fonds de projets spéciaux	1 324	103 877	95 527
Projets spéciaux (annexe B)	-	(8 750)	(2 000)
Excédent des produits sur les charges	1 324 \$	95 127 \$	93 527 \$

ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN - DIVISION DU QUÉBEC

ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2020

Page 5

	Projets spéciaux	Investis en immo- bilisations	Non affectés	2020 Total	2019 Total
Solde au début	40 205 \$	8 072 \$	988 740 \$	1 037 017 \$	943 490 \$
Excédent des produits sur les charges	-	-	95 127	95 127	93 527
Investissement en immobilisations corporelles	-	2 102	(2 102)	-	-
Affectation d'origine interne	3 500	-	(3 500)	-	-
Solde à la fin	43 705 \$	10 174 \$	1 078 265 \$	1 132 144 \$	1 037 017 \$

ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN - DIVISION DU QUÉBEC

SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 AOÛT 2020

Page 6

	2020	2019
Actif		
Actif à court terme		
Encaisse	1 194 075 \$	1 098 768 \$
Débiteurs (note 4)	11 656	5 054
Charges payées d'avance	6 471	23 150
	1 212 202	1 126 972
Immobilisations corporelles (note 5)	6 738	8 072
	1 218 940 \$	1 135 044 \$
Passif		
Passif à court terme		
Créditeurs (note 6)	36 160 \$	61 434 \$
Produits reportés	3 225	5 918
Apports reportés	7 376	11 376
	46 761	78 728
Loyer à payer	10 035	19 299
Dette à long terme (note 8)	30 000	-
	86 796	98 027
Actifs nets		
Projets spéciaux	43 705	40 205
Investis en immobilisations	10 174	8 072
Non affectés	1 078 265	988 740
	1 132 144	1 037 017
	1 218 940 \$	1 135 044 \$

Pour le conseil d'administration,

_____, administrateur

_____, administrateur

ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN - DIVISION DU QUÉBEC

FLUX DE TRÉSORERIE

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2020

Page 7

	2020	2019
Activités de fonctionnement		
Excédent des produits sur les charges	95 127 \$	93 527 \$
Éléments n'affectant pas la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	3 436	3 055
Loyer à payer	(9 264)	(9 264)
	89 299	87 318
Variation nette des éléments hors trésorerie liés au fonctionnement	(21 890)	29 606
	67 409	116 924
Activité d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(2 102)	(5 612)
Activité de financement		
Emprunt à long terme	30 000	-
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	95 307	111 312
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	1 098 768	987 456
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	1 194 075 \$	1 098 768 \$

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse.

1. Statuts constitutifs et nature des activités

L'Association, constituée en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies du Québec, protège et promeut les intérêts de ses membres évoluant au sein de la profession juridique. Elle est un organisme sans but lucratif au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.

2. Principales méthodes comptables

L'association applique les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers et la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

Constatation des produits

Apports

L'association applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et comptabilisés à titre de produits au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés. Les apports non affectés sont comptabilisés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré.

Cotisations des membres

Les cotisations des membres sont constatées selon la méthode linéaire en fonction de la période couverte, lorsqu'il y a entente entre les parties, que le montant est déterminé ou déterminable et que le renouvellement est raisonnablement assuré. Le passif lié à la fraction des produits provenant des cotisations encaissées mais non encore gagnées est comptabilisé à l'état de la situation financière à titre de produits reportés.

Activités des sections de droit

Les activités des sections de droit et d'autres événements sont constatés à titre de produits lorsque l'activité a eu lieu, qu'il y a entente entre les parties, que le montant est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

2. Principales méthodes comptables (suite)

Constatation des produits (suite)

Centre de diffusion Web

Les produits du centre de diffusion Web sont constatés lors de l'inscription des participants, lorsque le montant est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Aide gouvernementale

L'aide gouvernementale, y compris les subventions salariales d'urgence du Canada, liée aux charges courantes est portée en réduction des charges connexes pour une somme de 65550\$ en 2020.

Affectations d'origine interne

Projets spéciaux

Ces actifs nets sont destinés à la conception du nouveau site Internet ainsi qu'à d'autres projets spéciaux autorisés par le conseil d'administration.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon les méthodes et les taux et période indiqués ci-dessous :

	Méthodes	Taux et période
Mobilier de bureau	Dégressif	20 %
Matériel informatique	Linéaire	3 ans

Dépréciation d'actifs à long terme

Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur comptabilisée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

2. Principales méthodes comptables (suite)

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'association consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, y compris les découverts bancaires lorsque les soldes bancaires fluctuent souvent entre le positif et le négatif.

Instruments financiers

Évaluation initiale et ultérieure

L'association évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations entre apparentés qui sont évaluées à la valeur comptable ou à la valeur d'échange selon le cas.

Elle évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût ou au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode linéaire se composent de l'encaisse et des débiteurs.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode linéaire se composent des créditeurs, du loyer à payer et de la dette à long terme.

Dépréciation

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, l'association détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative, et si l'association détermine qu'il y a eu au cours de l'exercice un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs, une réduction de valeur est comptabilisée aux résultats. Une moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur. La valeur comptable de l'actif financier ne peut être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise de valeur si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. La reprise de valeur est comptabilisée aux résultats.

Coûts de transaction

L'association comptabilise ses coûts de transactions dans les résultats de l'exercice où ils sont engagés dans le cas des instruments financiers qui sont évalués ultérieurement à la juste valeur. Les coûts de transaction relatifs à des instruments financiers évalués ultérieurement au coût après amortissement sont comptabilisés au coût initial de l'actif ou du passif financier et comptabilisés aux résultats sur la durée de l'instrument selon la méthode de l'amortissement linéaire.

3. Prévisions financières

Les chiffres présentés à l'état des résultats sous la colonne "Budget" sont fournis à titre d'information seulement. Ils n'ont pas fait l'objet d'un audit et ne sont pas couverts par le rapport de l'auditeur indépendant.

4. Débiteurs

	2020	2019
Clients	3 433 \$	5 244 \$
Contribution à recevoir	706	-
Provision pour créances douteuses	(2 830)	(2 830)
	1 309	2 414
Taxes de vente à recevoir	10 347	2 640
	11 656 \$	5 054 \$

5. Immobilisations corporelles

	2020		2019	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Mobilier de bureau	68 340 \$	66 227 \$	2 113 \$	2 653 \$
Matériel informatique	135 806	131 181	4 625	5 419
	204 146 \$	197 408 \$	6 738 \$	8 072 \$

La charge d'amortissement est de 3 436 \$ (3 055 \$ en 2019).

6. Crédateurs

	2020	2019
Comptes fournisseurs	17 277 \$	26 336 \$
Salaires à payer	18 883	35 098
	36 160 \$	61 434 \$

7. Apports reportés

	2020	2019
Solde au début	11 376 \$	11 376 \$
Encaissements de l'exercice	22 455	26 250
Montants constatés à titre de produits de l'exercice	(26 455)	(26 250)
	7 376 \$	11 376 \$

Les apports reportés proviennent d'une contribution à l'épanouissement de la jeunesse québécoise pour un montant de 4 000 \$ (4 000 \$ en 2019), d'un projet de mandat de révision pour un montant de 2 626 \$ (2 626 \$ en 2019) et d'un projet d'activité avec l'ACCJE pour 750 \$ (750 \$ en 2019).

8. Dette à long terme

	2020	2019
Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, sans intérêt, remboursable à l'échéance en décembre 2022	30 000 \$	- \$

Les versements en capital estimatifs à effectuer au cours des trois prochains exercices sont les suivants :

2021	- \$
2022	-
2023	30 000
	30 000 \$

9. Engagements contractuels

Les engagements pris par l'association en vertu de baux totalisent 128 327 \$ et le versements estimatifs à effectuer au cours des deux prochains exercices sont les suivants :

2021	113 041 \$
2022	15 286
	128 327 \$

9. Engagements contractuels (suite)

Le contrat de location des locaux comporte une option de renouvellement pour une période additionnelle de cinq ans dont l'association pourra se prévaloir en donnant un préavis de six mois.

10. Instruments financiers

Risques financiers

L'association, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques, sans pour autant être exposée à des concentrations de risque. Les principaux sont détaillés ci-après.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'association éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. L'association est exposée à ce risque principalement à l'égard de ses créditeurs et de sa dette à long terme.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un actif financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'association à subir une perte financière. Le risque de crédit pour l'association est principalement lié aux débiteurs.

L'association consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Elle effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et maintient des provisions pour pertes potentielles sur créances, lesquelles, une fois matérialisées, respectent les prévisions de la direction. L'association n'exige généralement pas de caution.

ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN - DIVISION DU QUÉBEC

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2020

Page 14

	Budget	2020	2019
Annexe A - Charges			
Administration générale	663 151 \$	563 050 \$	639 005 \$
Communications et promotion	1 900	2 099	1 311
Activités des sections de droit	126 400	66 361	127 466
Centre de diffusion Web	15 000	6 515	10 125
Dîner présidentiel	41 400	-	59 851
Événements	19 350	11 528	15 987
Affaires corporatives	22 525	11 859	8 252
Recrutement et partenariats	26 300	20 865	24 494
Formation exclusive réservée aux membres	-	-	1 163
	916 026 \$	682 277 \$	887 654 \$

Annexe B - Projets spéciaux

Charges	- \$	8 750 \$	2 000 \$
---------	------	----------	----------



L'ASSOCIATION DU
BARREAU CANADIEN
Division du Québec

THE CANADIAN
BAR ASSOCIATION
Québec Branch

**500, Place d'Armes, bureau 1935
Montréal (Québec) H2Y 2W2
Téléphone : 514 393-9600
Télécopieur : 514 393-3350
Courriel : info@abcqc.qc.ca**